



ADRESSE AUX CHEMINOT-E-S

Saint-Malo - 23 novembre 2017

Nous, cheminot-e-s, dirigeant-e-s en Établissement de production ferroviaire, technicien-ne-s, et ingénieur-e-s, n'acceptons pas d'utiliser nos compétences pour organiser des plans de licenciements ainsi que la transmission de savoirs aux entreprises privées.

Nous revendiquons la nécessité de développer le service public au service de la Nation.

La Loi NOTRe, corolairement à l'adoption de la Loi ferroviaire de 2014 et à une économie de rigueur, se traduit non seulement par un « dés-aménagement » des territoires en créant des sous-citoyens n'ayant plus les mêmes droits que leurs homologues des grands centres économiques.

Elles délaissent également les habitants de la périphérie des grandes villes avec un service public ferroviaire dégradé.

L'offre publique s'amenuisant, des plans sociaux de grande ampleur se co-construisent entre les autorités politiques territoriales et les directions d'entreprises.

Ces orientations font écho à la proposition de Loi sur l'ouverture à la concurrence, qui propose de transférer les salarié-e-s : mobilité forcée mise sous la pression de la menace de licenciement.

A la SNCF, insidieusement, sans jamais prononcer son nom, c'est bien d'un plan social dont il s'agit.

La direction d'entreprise s'organise pour procéder à des licenciements économiques des cheminots contractuels, mais également à utiliser l'article 3 du chapitre 8 du Statut (changement de résidence d'office). Nous n'accepterons aucun licenciement.

La direction place l'encadrement au cœur de la lessiveuse libérale, broyant des vies, interrompant le sens de notre travail pour l'intérêt général.

Les orientations prises par les premiers dirigeants de l'entreprise sont des décisions politiques de dérégulations et d'affaiblissement de la démocratie au nom d'une rigueur imposée par la finance.

Demain, les conclusions des Assises de la mobilité et du rapport Spinetta ne permettront pas le développement du service public nécessaire.

Gouvernement et direction d'entreprise persistent dans la voix du démantèlement, il nous faut agir !

Nous, syndiqué-e-s de l'UFCM-CGT, appelons les agents de maîtrise et cadres à se rapprocher et interpeller les organisations syndicales pour créer la convergence et l'unité du monde cheminot.

Ainsi, nous créerons un rapport de forces indispensable pour contrer la pensée unique.

Développement du service public, aménagement du territoire, démocratie en entreprise, amélioration des conditions sociales sont nécessaires. Il nous appartient par la mobilisation de les rendre possibles.